

Bruxelles, le 5 décembre 2024

Voici les sujets qui seront abordés dans la présente édition :

- [Promotions 2024](#)
- [Négociations concernant la décision sur la mobilité](#)
- [Rénovation du bâtiment Justus Lipsius](#)
- [Exercice de certification](#)
- [Laissé sur le bord de la route](#)
- [Actualisation des rémunérations et pensions](#)

Promotions 2024



Le 25 octobre, l'**Union Syndicale** a [écrit à la secrétaire générale](#):

- pour faire part de ses préoccupations quant à l'absence de publication, par l'administration, des listes établies par les commissions consultatives de promotion comportant les noms des collègues qui leur paraissent susceptibles d'être promu(e)s. Conformément au [protocole codifié](#) et à la décision [DE 14/2022](#) de l'administration elle-même, ces listes doivent être publiées dans les trente jours qui suivent l'établissement du rapport correspondant par une commission de promotion. Pour la deuxième année consécutive, l'administration n'a pas respecté la procédure

établie. Indéniablement, ce manquement s'ajoute au manque de transparence entourant la procédure et sape encore la confiance globale dans l'équité de l'exercice de promotion;

- pour demander de veiller à ce que l'**Union Syndicale** soit informée des raisons expliquant tout écart entre le nombre de possibilités de promotion communiqué par l'administration en mai 2024 et le nombre final de promotions accordées;
- pour demander de veiller à ce que l'administration procède à une révision approfondie de l'ensemble de l'exercice de notation et de promotion. Il y a plus de dix ans, l'**Union Syndicale**, conjointement avec les autres syndicats, a présenté des propositions en faveur d'un autre système qui assurerait davantage d'équité et de prévisibilité.

La Secrétaire générale a [répondu à notre lettre](#). Cependant, nous regrettons de vous informer qu'elle n'a accepté aucune de nos demandes et a de nouveau rejeté la suggestion d'un système de promotion alternatif.

Négociations concernant la décision sur la mobilité



En mai 2024, l'administration a invité les syndicats à négocier une nouvelle version de la décision du secrétaire général sur la mobilité. L'objectif principal de la révision est de simplifier les règles du SGC et de mieux les adapter aux membres du personnel et aux services. Après plusieurs réunions constructives entre l'administration et les syndicats, l'**Union Syndicale** estime toutefois que deux des modifications proposées ne se justifient pas et vont à l'encontre de la logique d'offrir de meilleures perspectives de mobilité à nos collègues :

1. Publication des postes vacants:

Les règles actuelles prévoient que les postes vacants doivent **d'abord** être publiés en **interne** avant que la procédure de sélection puisse être ouverte à des candidatures interinstitutionnelles ou externes.

La nouvelle proposition autoriserait la publication simultanée d'appels à candidatures internes, interinstitutionnelles et externes, ce qui limite considérablement les chances que nos candidats et candidates internes soient sélectionnés. Elle pourrait également se traduire par une plus faible mobilité interne dans l'ensemble et par une plus grande frustration pour les collègues à la recherche d'un nouveau poste.

2. Exercices de rotation:

Les deux précédents exercices de rotation obligatoires (pour les AD) ont eu des conséquences négatives pour les membres du personnel et les services concernés. Ces exercices ont été chronophages et les services ont perdu une expertise précieuse. Or, la nouvelle proposition prévoit toujours la possibilité de procéder à des exercices de rotation obligatoires impliquant des groupes de membres du personnel. Cela ne se justifie pas, de tels exercices devant être volontaires lorsqu'ils sont jugés nécessaires.

Il est clair pour nous que les candidats internes doivent être prioritaires pour les postes vacants internes et que les exercices de rotation doivent être entièrement volontaires.

Rénovation du bâtiment Justus Lipsius



Comme vous l'avez peut-être remarqué, le bâtiment Justus Lipsius nécessite régulièrement des réparations et commence à accuser son âge. [Assurément, une rénovation s'impose.](#) Cela sera également une occasion de tirer parti des éco-audits (EMAS) réalisés par le SGC ces dernières années grâce aux travaux du Green Office. Il va de soi qu'un projet d'une telle ampleur doit être bien préparé de sorte que les décisions puissent être prises en connaissance de l'ensemble des besoins, des possibilités et des contraintes.

Qu'en est-il alors de l'avis des membres du personnel travaillant dans le bâtiment? Dans ce cas, il revient au Comité du personnel de veiller à faire connaître les préoccupations des membres du personnel, et l'autorité investie du pouvoir de nomination s'est déjà engagée à les associer.

Lors de l'élection des membres du Comité du personnel, vous avez donné la plupart des sièges à la liste de l'**Union Syndicale**. Dès ce stade de réflexion préliminaire, les membres du Comité du personnel issus de l'**US** veillent à faire entendre votre voix au sein du groupe de travail "Business Implementation Group" (BIG) et d'autres groupes et comités (le comité directeur et le conseil consultatif de direction) où les différentes options sont à l'examen. Si vous souhaitez faire part de préoccupations ou de suggestions, veuillez contacter tout membre du Comité du personnel issu de l'**US**. Vous pouvez compter sur l'**US**.

Exercice de certification



La certification est une excellente opportunité pour les fonctionnaires du groupe de fonctions AST à partir du grade 5 de faire progresser leur carrière en passant au groupe de fonctions AD. Elle ouvre également des perspectives de carrière au-delà du grade 9, qui constitue le plafond du groupe de fonctions AST.

Le **nouvel exercice de certification** a été lancé en octobre et les entretiens avec les candidats et candidates auront lieu en janvier 2025. Malheureusement, le nombre de candidatures retenues pour participer au programme de certification est limité à cinq participant(e)s du Conseil, bien que la demande soit beaucoup plus élevée.

La certification est une procédure intéressante, longue et exigeante. L'**Union Syndicale soutient ses membres tout au long du processus**, en les aidant à préparer l'entretien pour devenir candidat(e) et en partageant des conseils et astuces précieux pour se distinguer lors des examens de certification.

Si vous souhaitez bénéficier de ce soutien, veuillez nous écrire à l'adresse union.syndicale@consilium.europa.eu.

Laissés sur le bord de la route



Jusqu'en 2021, la contribution financière du SGC dans le coût des abonnements aux transports publics s'élevait, par année calendrier à,

- 70 % du coût réel des abonnements, et
- 100% du coût réel de l'abonnement au réseau de vélos publics

plafonné(s) à **820,00€** pour le personnel.

Depuis janvier 2022, le SGC a décidé, sous prétexte de promouvoir une mobilité durable et simplifier les procédures, d'octroyer une contribution annuelle forfaitaire de **350€** (non ajusté - malgré l'augmentation constante des tarifs), payable en 2 fois par période de 6 mois, à tout membre du personnel qui renonce à accéder régulièrement aux parkings avec un véhicule à moteur. Pour les agents contractuels GFI, cette contribution annuelle, aussi payable en 2 fois, a été majorée à **700€** en 2022 et à **800€** en 2023.

Si l'**Union Syndicale** soutient la politique de l'administration de contribuer financièrement aux déplacements des collègues venant à pied ou avec leur propre vélo, elle maintient la position déjà exprimée lors des négociations, que **cette contribution n'est ni sociale, ni écologique pour des collègues venant en train.**

Ces collègues, surtout de grades les plus bas en SC/AST ou les agents contractuels GFI, occupent des postes où le télétravail n'est souvent pas possible et doivent payer des abonnements annuels pouvant atteindre les 2.500€ - alors qu'il leur est financièrement difficile d'habiter à Bruxelles.

En Belgique, l'intervention patronale dans les frais de transport est passée à **71,8%** des abonnements domicile-travail.

La Commission européenne ([Remboursement des frais de déplacements travail-domicile à Bruxelles](#)) intervient à concurrence de **50 %** dans les titres des transports publics, et à concurrence d'une distance inférieure ou égale à **60 km** de Bruxelles pour les abonnements annuels de 2^{ème} classe à la SNCB.

Au 1^{er} février 2024, le tarif de la SNCB pour un abonnement annuel standard en 2^{ème} classe pour 60km était de **2.106€** (tarifs de la SNCB : [Tarifs – Edition 01.02.2024](#)), ce qui signifie une intervention de **1.053€**.

Le Parlement européen, lui, fait encore mieux ! Il intervient à 90% (pour les **65 premiers km** de l'abonnement annuel en 2^{ème} classe à la SNCB, soit une intervention de max. **1.966,50€**), via le système du tiers payant : son personnel ne paie que **10%** du coût de l'abonnement, le Parlement payant directement aux opérateurs de transports publics les 90% restant.

Le SGC serait-il le plus mauvais élève de la classe ?

Malgré nos inquiétudes, nous devons malheureusement signaler que notre Administration a clairement fait savoir au Comité du personnel qu'elle n'envisagerait d'augmenter ni la cotisation forfaitaire ni le montant versé aux collègues ayant un salaire inférieur. Les demandes ont été catégoriquement refusées.

Actualisation des rémunérations et pensions 2024 : +8,5 %

Cette année, l'actualisation de nos rémunérations et pensions (et de la plupart des allocations et indemnités) interviendra en trois fois : nous avons eu une actualisation intermédiaire en juin (+3 %) et nous aurons une actualisation en décembre (rétroactive à juillet) mais, en raison de la clause de modération, elle sera limitée à 4,1 %, le solde de 1,2 % étant payé à partir d'avril 2025, sans rétroactivité.

Par rapport à la crise qui, de 2010 à 2014, nous avait fait perdre environ 5 % par rapport aux fonctionnaire nationaux, les différentes crises que nous connaissons depuis 2019 auront parfois retardé quelque peu les actualisations (clauses d'exception en 2020 et de modération cette année) mais, en avril 2025, le Méthode aura rétabli le parallélisme avec l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires nationaux.

Quant à la contribution pension, elle passera en décembre de 11,1 % à 12,1 %. Dans la mesure où elle est perçue uniquement sur le traitement de base et non sur les allocations et indemnités et où elle fait baisser la base de calcul de l'impôt, l'effet net de cette augmentation est, en moyenne, de - 0,7 %.

Pour plus d'infos, consultez [notre analyse complète](#) .

US vous souhaitent de JOYEUSES FÊTES

Spirit of Christmas



Si vous pensez que notre travail est utile, n'hésitez pas à nous [rejoindre](#) et même à vous engager activement à nos côtés. Nous sommes plus forts ensemble.

Pour plus d'informations, vous pouvez également regarder notre vidéo, visiter notre [site web](#) ou envoyer un message à union.syndicale@consilium.europa.eu.

Avez-vous des questions ? N'hésitez pas à nous écrire :
union.syndicale@consilium.europa.eu

Le Comité exécutif

Bernd	Frances	Michael	Kerstin	William	Agnes	Mohamed	Felix
							